

# L'avenir des forêts publiques les inquiète

Les agents de l'Office national des forêts ont exprimé leur crainte de l'avenir, hier, dans les rues d'Alençon. Ils s'inquiètent à la fois pour leur profession et pour la qualité des massifs forestiers.



Les agents forestiers ont su se faire entendre.

De Toulouse à Briançon, de Chambéry à Alençon, près d'un millier d'agents de l'Office national des forêts (sur 6 400) ont manifesté, hier, demandant l'arrêt des suppressions d'emplois et un financement pérenne du service public forestier.

Ils n'étaient qu'une centaine sur Alençon venus du Grand Ouest, ce qui ne les a pas empêchés de se faire largement entendre. Ils ont d'abord rencontré le tout nouveau député-maire d'Alençon. C'était aussi leur but. Au lendemain des législatives, sensibiliser les nouveaux élus à leurs problèmes, notamment aux suppressions de postes déjà effectuées « 10 % d'emplois en moins en dix ans » et à celles encore programmées « 700 d'ici 2016. »

Ils ont ensuite défilé de la place de la mairie à la préfecture, sensibilisant le public à l'avenir de la forêt dont la bonne gestion pour eux « n'est plus assurée », sans compter leurs conditions de travail qui se sont « dégradées. La pression est de plus en plus forte. La fonction de production devient prépondérante au détriment de la fonction sociale et environnementale des forêts. »



Une centaine d'agents forestiers ont défilé dans les rues d'Alençon.

Rue Saint-Blaise, les manifestants se sont arrêtés devant le siège social de l'ONF Basse-Normandie dont ils ont démonté la plaque pour la remonter à l'envers. Ambiance très animée avant un petit sit-in devant la préfecture et une entrevue avec le préfet de l'Orne en présence du directeur territorial (Nord-Ouest, Ile-de-France) de l'ONF et de celui de l'agence d'Alençon.

Premier but atteint au final pour les agents forestiers qui ne veulent pas voir disparaître « le corps public le plus ancien après la gendarmerie ». À l'instar de Dominique Launay, secrétaire général du syndicat Solidaires, ils demandent au nouveau gouvernement, « l'arrêt du désengagement de l'État. »



Les représentants des syndicats ont été entendus par Joaquim Pueyo, le nouveau député-maire d'Alençon.

## « Quelle forêt pour nos enfants ? »

**Olivier Hillairet, 51 ans, forestier en Ille-et-Vilaine**

« Je suis agent patrimonial à l'Office national des forêts depuis 1982. J'ai travaillé d'abord dans l'Est de la France, puis 14 ans dans l'Orne. Je m'occupe depuis 12 ans de la forêt de Rennes. La situation s'est dégradée depuis 2002. À cette époque, nous étions quatre agents, nous ne sommes plus que deux. Les conditions de travail ont changé. Au départ, nous avions des missions de surveillance, de protection de la forêt. On n'a plus du tout le temps de s'occuper du volet naturaliste. La demande est de plus en plus forte

pour du prélèvement en bois avec des objectifs chiffrés et beaucoup de pression. Nous avons l'impression de décapiter la forêt, de ne plus assurer son avenir, on commence déjà à en voir les conséquences. On n'a pas envie de détruire le travail de générations de forestiers. Je me pose la question : quelle forêt on va laisser à nos enfants. C'est pour ça que je suis là. »

*Venu de Bretagne, Olivier Hillairet a manifesté à Alençon.*

